

GENRE

Affaire Tariq Ramadan : ce que disent les féministes antiracistes

samedi 25 novembre 2017, par [FESSARD Louise](#) (Date de rédaction antérieure : 18 novembre 2017).

Prendre la parole et risquer qu'elle soit instrumentalisée à des fins racistes et islamophobes ou se taire et être soupçonnées de cautionner des crimes sexuels ? Suite aux plaintes pour viol contre Tariq Ramadan, plusieurs militantes féministes antiracistes, pour la plupart musulmanes, expliquent leurs choix.)

Il y a d'abord eu l'injonction. Celle faite aux musulmans français de parler après les deux plaintes pour viol déposées contre le prédicateur musulman et professeur universitaire Tariq Ramadan. Le 30 octobre 2017, dix jours après la première plainte, *Libération* titre en une « Silence dans les rangs musulmans » [1]. L'article, très factuel, décrit « l'effet d'une sidération provoqué dans les milieux musulmans » et le « silence (...) signe de son embarras » de l'ex-UOIF (Union des organisations islamiques de France) qui invitait régulièrement l'intellectuel à son rassemblement annuel au Bourget (Seine-Saint-Denis). Le même jour, *Le Monde* déplore dans un article que « les institutions, associations et acteurs musulmans [aient] été remarquablement discrets depuis l'annonce du dépôt de la première plainte pour viol et agression sexuelle » [2].

La demande pèse plus spécifiquement sur les féministes musulmanes. Dans un texte publié le 31 octobre, l'association féministe Lallab, dont l'objectif est de « faire entendre la voix des femmes musulmanes pour lutter contre les oppressions racistes et sexistes », se plaint le 31 octobre 2017 d'avoir reçu des « sollicitations répétées de la part de dizaines de médias à [se] prononcer sur l'affaire Tariq Ramadan ». « Nous serons toujours aux côtés des victimes, peu importe l'identité de l'accusé », tranche tout de suite le texte, qui replace l'affaire Ramadan dans le « contexte plus global de libération de la parole de ces dernières semaines, depuis l'affaire Weinstein » [3].

« Les prédicateurs, les leaders religieux, et plus généralement les hommes qui ont une certaine notoriété dans notre société ne sont pas exempts de ces comportements violents et machistes », contextualise Lallab.

L'association féministe, victime en septembre d'une violente campagne islamophobe [4], souligne ne pas avoir été sollicitée « au sujet des autres affaires de violences sexuelles apparues au début du mouvement #balancetonporc ». « Comme si nous étions des musulmanes avant d'être des femmes, écrivent les militantes de Lallab. Comme si nous étions seulement légitimes à dénoncer les violences faites par des musulmans. »

Pour les militantes féministes antiracistes, l'enjeu est de combiner plusieurs combats, celui contre le patriarcat et celui contre le racisme. « Nous voilà aujourd'hui face au problème de l'intersectionnalité vécu et théorisé par les féministes noires américaines », écrit la doctorante en philosophie Souad Betka dans un texte intitulé « Le cas Tariq Ramadan ou le défi de lutter sur

plusieurs fronts » [5].

Utilisée pour la première fois en 1991 par la juriste féministe américaine Kimberlé Crenshaw, la notion d'intersectionnalité est devenue un outil permettant de penser la situation de personnes subissant plusieurs dominations à la fois, du fait de leur race, de leur classe sociale, de leur genre, de leur orientation sexuelle, etc. [6].

Il ne s'agit pas juste de cumul des discriminations (femme + noire = double peine, par exemple), mais d'une imbrication plus complexe. « Les femmes racisées issues de quartiers défavorisés rencontrent par exemple moins de barrières à l'entrée du marché du travail que les hommes racisés issus des mêmes milieux sociaux - mais les emplois qu'elles occupent en nombre sont ceux de ménage, de care, résolument féminins », explique ainsi la militante féministe et antiraciste Mélusine dans un texte publié en septembre 2017 [7].

« La charge menée contre Tariq Ramadan se fait à travers un prisme raciste, estime Mélusine, jointe par téléphone. Ce qui nous place devant un dilemme : comment dénoncer ce crime sexiste sans sombrer dans les attaques racistes ? Quand on se tait, on est accusées d'être complices. Quand on parle, notre parole peut être récupérée de façon raciste. Par exemple, plusieurs médias ont titré sur "Soit vous êtes voilée, soit vous êtes violée" en reprenant une citation d'Henda Ayari [8], première femme à avoir porté plainte contre Tariq Ramadan pour viol. Reprise telle quelle, cette citation alimente l'idée qu'il y a un lien entre la violence sexuelle et sa religion, son idéologie. »

Ce clivage dans les milieux associatifs et féministes est régulièrement alimenté par des affaires de violences sexuelles mettant en cause des hommes « racisés » (terme désignant les personnes perçues comme différentes et traitées comme telles en raison de leur couleur de peau, de leurs origines ou de leur religion). On peut citer les agressions de Cologne en Allemagne lors de la nuit de la Saint-Sylvestre 2016 où les agresseurs avaient été désignés moins en tant qu'hommes qu'en fonction de leurs origines [9]. Puis le reportage sur un bar PMU de Sevran [10], en Seine-Saint-Denis, supposément interdit aux femmes, et plus récemment la polémique sur le harcèlement de femmes dans les rues dans le quartier de La Chapelle à Paris [11]. Dans son texte intitulé « Le dilemme de Cologne » et écrit avant l'affaire Ramadan, Mélusine se souvient que l'affaire de Cologne (Allemagne) en janvier 2016 et les injonctions alors faites aux féministes musulmanes l'avaient déjà « tétanisée ». Mais, la blogueuse est persuadée que « malgré un chemin plein de pièges, il faut s'efforcer de dénoncer, car le silence est pire ! ».

« Nous, musulman.e.s français.e.s, serions-nous à ce point fragiles que nous aurions intériorisé la logique essentialiste du racisme et de l'islamophobie qui veut que si l'un des nôtres tombe, nous soyons toutes et tous contaminé.e.s, et que notre monde s'effondre ? », demande également Souad Betka, doctorante en philosophie dans son texte publié sur le site « Les Mots sont importants » [12].

Dans cette tribune très pédagogique, cette « féministe musulmane » explique comment racisme et sexisme s'alimentent et ne peuvent donc être combattus qu'ensemble. « Le racisme nourrit le sexisme », souligne-t-elle, car il exclut du « discours féministe dominant » « les femmes racisé.e.s et en particulier, dans le contexte français, les femmes musulmanes qui portent un foulard (...) qui sont l'objet d'un discours d'injonctions profondément paternaliste ». De plus, il « encourage (...) des logiques de défense chez les racisés qui vont jusqu'à la négation des violences faites aux femmes ».

Après l'affaire Tariq Ramadan, Hanane Karimi, doctorante en sciences sociales à l'université Strasbourg, féministe et musulmane, a temporairement désactivé ses comptes Facebook et Twitter. La militante ne supportait pas « le déni des violences faites aux femmes ». « Par opportunisme, l'affaire Tariq Ramadan est devenue une affaire de règlement de comptes politique sous couvert des plaintes pour viol, dit-elle. On voit bien que la question n'est plus celle des violences faites aux

femmes, mais d'attaquer l'archétype de l'homme arabe par nature violent, sexiste et libidineux. On traite l'affaire Ramadan comme une affaire exceptionnelle, alors que #BalanceTonPorc montre qu'elle n'a justement rien d'exceptionnel, qu'elle ressemble aux autres affaires où des hommes de pouvoir, musulmans ou non, profitent de leur position pour s'adonner à des viols et agressions sexuelles. De l'autre côté, les acolytes de Tariq Ramadan qui crient au complot, sont dans un déni aliénant. Et résultat, entre opportunisme politique et déni, on ne parle plus de la question des femmes ! »

Pour elle, comme pour beaucoup des féministes interrogées, l'enjeu est bien qu'on continue à parler des violences sexuelles « pour que ça change ».

Depuis Casablanca au Maroc où elle est partie enseigner le français, la professeure de lettres Karima Mondon a, elle aussi, l'impression que la séquence médiatique sur Tariq Ramadan - « Qui savait, qui ne savait pas ? Qui était complice ou pas ? Qui le soutient ou pas ? » - a « étouffé la parole des femmes ». « On associe les pratiques de prédateur sexuel de Tariq Ramadan à ses opinions religieuses alors que #Balance ton porc a prouvé qu'elles existaient dans tous les milieux », dit la féministe.

Elle fait partie des femmes françaises voilées qui avaient, dans un article du *New York Times* de septembre 2016, décrit un climat d'islamophobie en Europe et notamment en France [13]. Karima Mondon se sent avant tout solidaire des femmes qui ont déposé plainte contre le prédicateur musulman. « Mais ma parole sera disqualifiée dans l'espace public : si je suis musulmane et voilée, c'est que j'ai accepté une religion patriarcale dont Tariq Ramadan ne serait que le dernier avatar », analyse-t-elle.

« Ce serait dramatique que #metoo et #BalanceTonPorc ne soient qu'une tempête dans un verre d'eau, qu'on n'aille pas plus loin dans cette dynamique avec des plaintes collectives par exemple, prévient Hanane Karimi. Le fléau des violences sexistes et sexuelles est tel qu'il faut le prendre à bras-le-corps. Les femmes ont besoin de propositions concrètes, de généraliser les dispositifs d'accueil par exemple dans les commissariats. » Karima Mondon est elle aussi inquiète sur la suite du mouvement. « J'attends de voir ce que feront les tribunaux, dit-elle. Car la France n'est pas exempte du patriarcat. Quand la justice correctionnalise des affaires de viol, qu'elle juge qu'une enfant de 11 ans violée est consentante, on voit bien qu'on vit encore avec des lois taillées par et pour les hommes. »

Entre la « récupération politique des milieux islamophobes (...) qui dénoncent non pas les agissements d'un homme mais ceux d'un musulman, faisant état de "violences sexuelles islamistes" comme s'il fallait "islamiser" l'horreur » et les flots d'insultes contre les femmes ayant déposé plainte « accusées notamment d'être les actrices d'un sombre complot sioniste, des mythomanes », le chemin est étroit, constate également un collectif de féministes antiracistes et musulmanes dans une tribune publiée dans *Le Monde* [14]. Parmi les 12 signataires, figurent notamment Zahra Ali, enseignante-chercheuse à Rutgers University, Ndella Paye, fondatrice du collectif Maman toutes égales (rassemblant des mamans voilées exclues de sorties scolaires), et Sarah Zouak, cofondatrice de Lallab.

Tout en rappelant le principe de la présomption d'innocence, ces militantes expliquent dans leur tribune avoir choisi d'« inverser la charge de la preuve, et de croire la parole des femmes » qui accusent Tariq Ramadan. Car argumentent-elles, on ne peut pas s'en remettre uniquement à la justice « quand on sait que seulement 2 % à 3 % des hommes accusés de viol sont condamnés » en France.

Pour convaincre, elles effectuent un parallèle avec la lutte contre les violences policières, un des fers

de lance de la mobilisation antiraciste en France. « Force est de constater que les femmes qui portent plainte ne sont pas à égalité avec les hommes qu'elles accusent, surtout lorsqu'ils sont puissants, pas plus que les victimes de crimes policiers le sont lorsqu'elles ont le courage de porter plainte contre un policier ou un gendarme qui jouit de la protection d'une institution tout entière. »

Les signataires, qui affirment pour certaines avoir été confrontées à « des tentatives malsaines de séduction, une volonté de contrôle affectif et de manipulation psychologique » de Tariq Ramadan, s'étonnent par ailleurs du « silence incroyable » autour de ses pratiques et demandent aux musulmans d'en finir avec une « solidarité négative » qui les « lierait tous entre eux dès lors que l'un d'eux fait un faux pas ».

Le texte est d'autant plus fort que certaines signataires ont milité avec l'islamologue. Figure militante afro-féministe [15], Ndella Paye, qui vit aujourd'hui à Londres où elle est auxiliaire de vie, dit avoir été « formée » sur le plan religieux par Tariq Ramadan à travers Présence musulmane [16] (un réseau international coordonné par l'islamologue visant à « développer une compréhension fidèle et conceptualisée » des textes religieux musulmans [17]), avoir participé à plusieurs éditions de son Colloque international des musulmans de l'espace francophone (Cimef [18]) qui se tient régulièrement dans des pays différents, et avoir organisé avec lui en France « Le printemps des quartiers » [19].

« C'était important pour nous d'affirmer la nécessité en tant que femme d'être toujours du côté des femmes, martèle Ndella Paye. Les femmes ne s'amuse pas à déposer plainte pour viol juste pour ternir la réputation d'un homme, car quand on dépose plainte, on est mise à nu, c'est violent. » Depuis, elle dit voir beaucoup d'insultes dans les commentaires, mais recevoir aussi en privé de nombreux messages de soutien. « On est des traîtres, lance-t-elle. C'est le conflit de loyauté qu'on vit en tant que noirs et musulmans, mais il n'y a pas moyen d'être loyale avec des porcs. S'il faut que je sois déloyale de mon père, de mes frères, je le ferai. »

Pour les indigènes de la République, « la stratégie féministe ne nous semble pas la plus adaptée »

La tribune des 12 féministes antiracistes dans *Le Monde* est aussi une réponse indirecte à celles qui, comme certaines militantes du Parti des indigènes de la République (PIR [20]), insistent sur le respect de la présomption d'innocence de Tariq Ramadan et la nécessité d'attendre que la justice se prononce, tout en disant respecter la parole des femmes qui ont déposé plainte.

Controversé au sein même des milieux antiracistes, le Parti des indigènes de la République (PIR), créé en 2005, considère que notre société reste à décoloniser et que les intérêts du « pouvoir blanc » et des « indigènes » habitant les quartiers populaires sont frontalement opposés. Ses militants sont souvent accusés d'être tombés dans une dérive identitaire en donnant trop d'importance à la « race » dans son analyse des rapports de domination, au détriment des autres luttes. Et de tout ramener à une grille de lecture postcoloniale [21]. Les critiques se focalisent sur les prises de position de sa porte-parole Houria Bouteldja, accusée à plusieurs reprises d'antisémitisme [22], de sexisme et d'homophobie, voire de racisme.

Pour « des raisons de stratégie », les militantes décoloniales du PIR ne se reconnaissent pas dans le féminisme. « Ou alors il faudrait inventer un féminisme décolonial », dit Louisa Yousfi, militante au PIR et journaliste. « Nous avons le souci des femmes issues de l'immigration post-coloniale, assure-t-elle. Mais la stratégie féministe ne nous semble pas la plus adaptée. » Pour elle, l'affaire Tariq Ramadan est un « cas d'école » de la façon dont « le problème du racisme vient biaiser la question féministe ».

« Plus les violences faites aux femmes musulmanes seront instrumentalisées, plus elles auront peur de les dénoncer par peur d'alimenter la machine raciste, explique la militante décoloniale. On ne dit pas aux femmes de se taire, on cherche à comprendre pourquoi elles se taisent. Parce qu'il y a un contexte dégueulasse, raciste, islamophobe qui fait qu'elles n'ont pas envie de dénoncer. Tant que dénoncer un homme musulman, noir ou arabe, c'est risquer de le jeter en pâture à un système raciste, les femmes dans leur majorité ne parleront pas. » Elle précise : « Certaines féministes intersectionnelles les incitent à parler, on ne les combat pas, mais nous, on pense que la genèse, c'est le néocolonialisme, l'islamophobie. »

Plusieurs des féministes antiracistes déjà citées s'interrogent par ailleurs sur le fait que ces femmes victimes des pratiques de Tariq Ramadan n'ont manifestement pas trouvé de lieu pour accueillir et relayer leur parole au sein des milieux militants musulmans ou antiracistes.

Souad Betka écrit que « depuis plus de cinq ans, de nombreuses militantes associatives musulmanes de mon entourage m'ont témoigné avoir été victimes d'insultes, de manipulation et de harcèlement sexuel de la part de cet homme ». Elle espère donc « que cette affaire fera la lumière sur le sectarisme et l'aveuglement aux violences sexistes au sein des milieux associatifs et militants, et qu'une introspection permettra de comprendre pourquoi des femmes musulmanes victimes d'agressions sexuelles peuvent être tentées d'aller chercher auprès de Caroline Fourest le soutien que d'autres, plus proches, tardent à leur apporter » [23].

« Les victimes savaient que dans le milieu musulman, personne ne les croirait car il s'agit de Tariq Ramadan, d'un mentor, avance Ndella Paye. Et le profil des victimes montre qu'elles étaient fragiles mentalement, en crise spirituelle, donc que leur parole peut être plus facilement mise en doute. Je pense que Tariq Ramadan choisit bien ses victimes. »

Pour Mélusine, cela révèle « à quel point dans les mouvements antiracistes, on a mis ces femmes à l'écart et on a considéré leurs combats comme peu importants. En France, les femmes voilées sont devenues la figure de proue de la lutte antiraciste, néanmoins les violences sexistes ou sexuelles dont elles peuvent être victimes sont ignorées ».

« En tant que citoyens ordinaires et en tant que musulmans, nous sommes en droit de nous questionner : est-ce que dans l'entourage de Tariq Ramadan, parmi les gens qui l'invitaient en conférence, certains savaient ?, s'interroge de son côté Karima Mondon. Ce serait extrêmement grave d'avoir gardé le silence, car on parle de deux viols. »

Les mécanismes de loi du silence à l'œuvre dans la sphère religieuse musulmane n'ont rien de différent de ceux d'autres sphères sociales, estime dans une tribune Fatima Khemilat, doctorante à Sciences-Po Aix. « Force est de constater qu'il n'y a pas d'exceptionnalisme musulman, en matière de probité ou d'abus sexuels non plus », écrit-elle.

Au cours de son travail de recherche en sciences sociales, Fatima Khemilat a recueilli la parole de femmes sexuellement abusées par des imams qui prétendaient « réaliser » une rokya, un rite qui consiste à se débarrasser du mauvais œil. Les responsables des mosquées concernés ont « soit étouffé l'affaire en renvoyant les imams dans leur pays d'origine (...), soit déplacé ces derniers dans une autre mosquée », écrit-elle. Ce qui correspond au « modus operandi tel qu'il a lieu dans l'Église catholique ».

En 2017, le ministère de l'intérieur avait lancé un appel à projets sur les « Engagements féminins dans l'islam de France » portant notamment sur les raisons de l'absence des femmes des instances représentatives du culte musulman [24]. Il vient, selon Fatima Khemilat, de le retirer pour motif « de restrictions budgétaires et de changement de majorité ». Pourtant, écrit la chercheuse, ces femmes

qui souffrent « d'un déficit de visibilité », seraient « de précieuses alliées pour relayer les cas de violences sexuelles commises dans les mosquées ou par les responsables associatifs musulmans ».

LOUISE FESSARD

P.-S.

* MEDIAPART. 18 NOVEMBRE 2017 :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/181117/affaire-tariq-ramadan-ce-que-disent-les-feministes-antiracistes?onglet=full>

Notes

[1] http://www.liberation.fr/france/2017/10/28/affaire-tariq-ramadan-entre-revelations-et-silences-embarrasses_1606454

[2] ESSF (article 42370), [Tariq Ramadan accusé de viol par la militante Henda Ayari, porte plainte.](#)

[3] ESSF (article 42530), [Tariq Ramadan : notre soutien aux victimes est total.](#)

[4] <https://www.mediapart.fr/journal/france/260817/une-tourmente-islamophobe-s-empare-de-l-asociation-feministe-lallab?onglet=full>

[5] <http://lmsi.net/Le-cas-Tariq-Ramadan-ou-le-defi-de>

[6] lire ce décryptage de *Libération* :

http://www.liberation.fr/debats/2015/07/02/intersectionnalite-nom-concept-visant-a-reveler-la-pluralite-des-discriminations-de-classe-de-sexe-e_1341702

ou ce compte-rendu d'un colloque au Havre où ce terme a été débattu :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/020116/l-universite-reflechit-sur-la-colonialite-du-pouvoir-en-france?onglet=full>

[7] <http://pantherepremiere.org/le-dilemme-de-cologne.html>

[8] <http://videos.leparisien.fr/video/affaire-tariq-ramadan-avec-lui-soit-vous-etes-voilee-soit-vous-etes-violee-30-10-2017-x66ugfo#xtref=https%3A%2F%2Fwww.google.fr%2F>

[9] <https://www.mediapart.fr/journal/international/210116/apres-cologne-les-feministes-se-divisent-sur-l-interpretation-des-agressions?onglet=full>

[10] <https://www.mediapart.fr/journal/france/150317/contre-enquete-sur-le-bar-de-sevrans?onglet=full>

[11] <https://www.mediapart.fr/journal/france/240517/entre-racisme-et-sexisme-retour-sur-la-polemique-de-la-chapelle?onglet=full>

- [12] <http://lmsi.net/Le-cas-Tariq-Ramadan-ou-le-defi-de>
- [13] https://www.nytimes.com/2016/09/03/world/europe/burkini-musulmans-france-belgique.html?_r=0
- [14] ESSF (article 42413), [Affaire Tariq Ramadan : « Nous choisissons d’inverser la charge de la preuve et de croire la parole des femmes »](#).
- [15] <https://www.streetpress.com/sujet/1483700205-ndella-paye-afro-feministe-legislative-eelv>
- [16] <http://web.archive.org/web/20130216075033/http://presencemusulmane.com:80/>
- [17] <http://web.archive.org/web/20130217014210/http://oumma.com/Yamin-Makri>
- [18] <https://tariqramadan.com/colloque-international-des-musulmans-de-lespace-francophone-cim-ef-burkina-faso/>
- [19] <http://www.med-in-marseille.info/Le-Printemps-des-Quartiers-et-ses.html>
- [20] <http://indigenes-republique.fr>
- [21] <https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache%3AAwXzeMpaJc8J%3Ahttps%3A%2F%2Fm.slate.fr%2Fstory%2F153819%2Fpreferences-intellectuelles-indigenes-republique+%&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr>
- [22] ESSF (article 41264), [Au mur des appartenances : la gauche déchirée par le « racisme antiraciste »](#).
- [23] <http://lmsi.net/Le-cas-Tariq-Ramadan-ou-le-defi-de>
- [24] <https://iismm.hypotheses.org/files/2017/04/18-Engagements-féminins-MI-MENESR-2017.pdf>